

Crise au Burundi : les inquiétudes du secrétaire général de l'ONU

RFI, 25-02-2017 Dans une note confidentielle transmise au Conseil de sécurité et obtenue par RFI, le secrétaire général António Guterres s'inquiète de l'impasse politique persistante au Burundi. Il pointe aussi les récents propos du président Pierre Nkurunziza qui a évoqué la possibilité de se représenter pour un quatrième mandat et de plonger le pays dans une crise toujours plus grave.

Cette lettre d'António Guterres, qui doit être rendue publique lundi, fait le constat de l'impossibilité de l'ONU à agir au Burundi. Non seulement l'organisation a été incapable de déployer les 228 policiers, comme l'exigeait la résolution votée en juillet dernier du fait de l'obstruction de Bujumbura, mais elle se trouve aussi complètement isolée par les autorités burundaises. Le rapporteur spécial Jamal Benomar n'a pas les moyens de mener sa mission tandis que la composante droits de l'homme est toujours persona non grata. Dans le même temps, la situation sécuritaire sur le terrain ne cesse de se dégrader. António Guterres évoque 200 cas de disparitions forcées depuis octobre 2016 et le rôle grandissant des milices Imbonerakure qui entretiennent insécurité et climat de peur dans le pays. Mais le signal le plus alarmant reste les propos du président Nkurunziza qui a explicitement laissé entendre fin décembre qu'il pourrait briguer un quatrième mandat en 2020. « Cela risquerait d'intensifier la crise et de saper les efforts collectifs en vue d'une solution durable » note le secrétaire général. Le représentant burundais à l'ONU a immédiatement condamné « un rapport biaisé » et animé par « le désir de vengeance » de Jamal Benomar dont Bujumbura réclame toujours le remplacement. Avec notre correspondante à New York, Marie Bourreau

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});